L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 72. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 1er JUIN. 30me Année.

DUFOUR & LEBEY, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN, 1er JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par M. Stern & Co., au No 61 de la rue de la Bourse—bottes, souliers et brodequins.

Par Placide J. Specr, au No 101 de la rue Bienville, entre les rues Bourbon et Dauphine—marchandises.

Bonnets, Brassards, etc.—Voir l'annonce d'aujourd'hui de D. H. Murphy & Son.

RÉPERTOIRE.

Vendredi, 1er juin 1877.

ALMANACH—Commencement, opérations, etc.

LA CRISE EN FRANCE.

Les événements du 16 mai.

Les lettres de Mac-Mahon et de Simon.

La journée et la soirée.

La gauche au Grand Hotel.

Gambetta en scène.

L'importance de la crise du 16 mai en France, nous engage à consacrer toute notre place disponible au récit des événements de cette journée; nous ferons connaître ensuite les opinions exprimées par les principaux journaux parisiens sur la mesure prise par le maréchal Mac-Mahon, mesure que nous avons appréciée en prenant pour base les paroles et les actes du président et de son gouvernement et non comme l'ont fait la plupart des journaux aux Etats-Unis, les dépêches de source composite, transmises par l'agence prussienne Reuter, de Londres, ou les suppositions chevaleresques du *London Times*, journal méthodiste s'il en fut.

Voici, d'abord le texte des lettres échangées entre le Maréchal et M. Jules Simon :

LES LETTRES.

Monsieur le président du conseil,

Je viens de lire dans le *Journal officiel* le compte rendu de la séance d'hier.

J'ai vu avec surprise que ni vous ni M. le Garde des sceaux n'avez fait valoir à la tribune toutes les graves raisons qui auraient pu prévenir l'abrogation d'une loi sur la presse, votée, il y a moins de deux ans, sur la proposition de M. Defaure, et dont, tout récemment vous demandiez vous-même l'application aux délits ruraux ; et cependant dans plusieurs délibérations du conseil et dans celle d'hier matin même, il avait été décidé que le gouvernement prendrait pour base de son action la sauvegarde du combattre.

Déjà on avait pu s'étonner que la Chambre des députés, dans ces dernières années, eût discuté toute une loi municipale, adopté même quelques dispositions dont, au conseil des ministres, vous avez vous-même reconnu le danger, sans que la publicité des conseils municipaux, sans que le ministère de l'intérieur eût pris part à la discussion.

Cette attitude du chef du cabinet fait demander s'il a conservé, sur la Chambre, l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues.

Une explication à cet égard est indispensable, car si je ne suis pas responsable comme vous, devers le Parlement, j'ai une responsabilité envers la France dont aujourd'hui, plus que jamais, je dois me préoccuper.

Agréez, monsieur le président du Conseil, l'assurance de ma haute considération.

Signé : Le président de la République, Maréchal DE MACMAHON.

M. Jules Simon, président du conseil des ministres, a répondu par la lettre qui suit :

M. le président de la République,

La lettre que vous voulez bien m'écrire m'impose le devoir de vous donner ma démission des fonctions que vous aviez bien voulu me confier.

Mais je suis obligé en même temps d'y ajouter des explications sur deux points.

Vous regrettez, monsieur le maréchal, que je n'aie pas fait connaître à la Chambre quand on a discuté en première lecture la loi sur les conseils municipaux. Je l'ai regretté également ; j'ai été retenu ici par une indisposition ; mais la question de la publicité des séances ne devait être discutée qu'à la seconde délibération ; je me disais comme à cette époque avec M. Bardoux. L'amendement de M. Pegron, qui a passé, a pris l'Assemblée à l'improviste, et j'avais voulu vous avec la commission, vendredi matin, pour essayer de la faire revenir sur son vote avant d'engager le débat devant la Chambre. Tout cela est connu de tout le monde.

Quant à ce qui est de la presse, monsieur le Maréchal, vous voudrez bien vous souvenir que mes objections portaient uniquement sur les convenances étrangers. Je m'étais toujours exprimé dans ce sens, comme vous vous en êtes souvenu vous-même, au conseil d'hier matin. J'ai reconnu qu'il était nécessaire devant la Chambre. Je me suis donc déterminé pour des raisons que tout le monde connaît et approuvait. Pour le reste de la loi, j'étais d'accord avec le gouvernement.

Vous voudrez bien comprendre, monsieur le président, le motif qui me porte à entrer dans ces détails. Je devais établir ma position d'une façon très nette au moment où je quitte le conseil. Je n'ai pas à ajouter, mais comme citoyen, non plus comme ministre, que je désire vivement être rassuré par des hommes appartenant, comme moi, au parti républicain conservateur.

J'ai eu, pendant cinq mois, le devoir de vous donner mon avis ; et, pour la dernière fois que j'ai l'honneur de vous écrire, je me permets d'exprimer un souhait qui n'est que l'écho fidèle de ce que vous m'avez souvent inspiré pour moi-même.

Veuillez agréer, monsieur le maréchal, l'hommage de mon respect.

Signé : JULES SIMON.

INFORMATIONS.

A la suite de cette lettre, l'Agence Havas ajoutait :

"Nous croyons savoir qu'à la réception de cette lettre M. Jules Simon se serait rendu chez le président de la République et lui aurait offert sa démission, qui aurait été acceptée."

Les ministres viennent de se réunir au ministère de l'intérieur.

Le président de la République a fait appeler M. le duc d'Audiffret-Pasquier.

A la suite de la réunion qu'ils ont tenue cette après-midi, au ministère de l'intérieur, les ministres ont remis leur démission collective à M. le président de la République.

Le président de la République a écrit aujourd'hui à M. Dufaure pour le prier de venir conférer avec lui.

M. Dufaure a répondu qu'il devinait le motif de l'invitation, mais qu'il ne pourrait pas, pour des raisons de santé, accepter de remplir aucune fonction, et d'ailleurs qu'il servirait plus utilement le Maréchal et le Sénat, en s'opposant à l'abrogation de la loi du 1875 sur la presse.

Il n'est pas probable qu'un nouveau cabinet puisse être constitué demain.

LA JOURNÉE.

Le 16, au matin, au palais de l'Elysée, vers huit heures, le maréchal de Mac-Mahon, après avoir lu la lettre de M. Jules Simon, relatif à la séance de la veille, dont il connaissait les résultats, a écrit au président du conseil la lettre citée plus haut.

Aussitôt après, il a mandé auprès de lui le ministre de l'intérieur, c'est-à-dire vers neuf heures. M. Jules Simon se rendit à l'Elysée. Il trouva les ministres assez embarrassés. Son entrevue avec le Maréchal fut courte et dura dix minutes à peine. Il avoua que, pendant la séance de la veille, on fasse de l'antipathie, de la prévention, il ne s'était pas cru en droit de prévoir les décisions prises le matin dans le conseil des ministres, et n'était résolu à aucune démission. Il ne pensait même pas que le débat en était déjà proposé à ce point, et le Maréchal y est aussi étranger.

Le président et M. Jules Simon écrivirent alors tous les deux une note d'une longueur plus brève.

On remarquait que la lettre du Maréchal était écrite d'une main ferme, et ne portait aucune trace d'émotion ou de précipitation, tandis que celle de M. Jules Simon, visiblement par des gouttes de larmes, était tremblée, en quelques endroits illisible.

Après, avoir envoyé sa lettre à l'Elysée, M. Jules Simon se rendit au conseil. Il y trouva ses collègues réunis en séance. Il leur donna connaissance de la lettre qu'il venait d'écrire au président de la République, et de la réponse de celui-ci. Il ajouta qu'il avait donné sa démission, et qu'il la maintenait.

Les ministres, après avoir délibéré, décidèrent qu'ils remettraient leur démission collective à M. le président de la République.

Ils se rendirent à l'Elysée, et remirent leur démission collective à M. le président de la République